Nous sommes aujourd'hui le 30 août 2025.

Depuis le 7 octobre 2023, depuis 1 an, 10 mois et 23 jours, Gaza et le peuple de Palestine vivent un enfer. Il y a 693 jours, l'Etat d'Israël a mis en œuvre un nettoyage ethnique au vu et au su du monde entier. Depuis 1 an, 10 mois et 23 jours, les dirigeants occidentaux, l'exécutif français, ne nous ont servi que de vaines déclarations indignées.

Au 13 août 2025 à 15 heures, les chiffres du Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires de l'ONU sont les suivants :
→ 61 722 Palestiniens assassinés dont 18 430 enfants, 9 735 femmes, 520 travailleurs humanitaires, 1 580 membres du corps médical, 137 membres de la défense civile, 356 membres du personnel de l'ONU, 53 employés et volontaires de la Croix Rouge palestinienne, 4 dirigeants et 107 membres de la Croix Rouge internationale, 238 journalistes et travailleurs des médias.
→ 154 525 Palestiniens sont blessés et mutilés.
→ 1 million d'enfants ont besoin de soutien en matière de santé mentale et de soutien psychosocial.
→ Un million de personnes sont confrontées à l'insécurité alimentaire, parmi elles 92 % des enfants âgés de 6 à 24 mois et des femmes enceintes et allaitantes.
→ 62 % des hôpitaux de campagne sont partiellement fonctionnels et plus de 14 800 patients nécessitent une évacuation médicale à l'étranger.
→ 83 % des puits d'eau agricole et 71 % des serres sont endommagés. 86 % des champs de cultures permanentes sont endommagés. 1,5 % de la superficie des terres cultivées reste disponible pour la culture. 72 % de la flotte de pêche est détruite.
→ 89 % des équipements du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ont été détruits (source : IRDNA, publié en février 2025).
→ Plus de 658 000 enfants d'âge scolaire et 87 000 étudiants du supérieur n'ont plus accès à l'éducation (source : IRDNA, publié en février 2025).
→ Plus de 16 613 élèves et 731 membres du personnel éducatif ont été tués (source : Ministère de l'Éducation, au 12 août 2025).
→ Plus de 2 308 établissements d'enseignement, allant des jardins d'enfants aux universités, ont été détruits (source : IRDNA, publié en février 2025).
→ 436 000 logements (92%) sont détruits (160 000) ou endommagés (276 000).
Mais qu'attendent nos politiques pour agir contre cette barbarie, contre ces tueries ?

Après vingt-deux mois de carnage sans précédent, trois choses sont claires :
1. Le régime israélien ne mettra pas fin au génocide en Palestine de sa propre volonté.
2. Le gouvernement américain ainsi que la majorité des Israéliens, les mandataires et les lobbies du régime israélien en Occident, sont pleinement engagés dans ce génocide, et dans la destruction et l'effacement de la Palestine.
3. Les gouvernements occidentaux comme le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France préfèrent les discours et les promesses aux actes, comme beaucoup trop d'États arabes complices de la région, et garantissent ainsi l'impunité israélienne.

Cette impunité qui se traduit par un simple communiqué après l'assassinat de six journalistes, victimes d'une unité secrète israélienne qui façonne le discours officiel en présentant les reporters palestiniens comme des agents du Hamas afin de justifier les massacres. Traqués puis « abattus comme des mouches », ces dernières semaines, plus d'une douzaine de

journalistes sont morts, mettant en évidence une stratégie militaire délibérée visant à criminaliser le reportage palestinien et à dicter un même discours au monde.

Cette impunité qui, cette semaine, permet à l'armée israélienne d'entrer en Cisjordanie, jusqu'au centre de la ville de Ramallah et de voler 2 millions de Shekels, soit plus de 500 000 Euros, dans une banque palestinienne. Ils y ont arrêté toutes les personnes qui travaillaient et sont allés jusqu'à emporter documents et mobiliers sans oublier les chaises… Et tout cela sans soulever le moindre émoi en Occident.

En territoires occupés cette impunité encourage les jeunes colons israéliens à s'attaquer aux Palestiniens, à leurs oliviers, à leurs moyens de subsistance, à leur maison. Arme à la main ils bousculent, frappent, abattent celles et ceux qui s'interposent, quel que soit leur âge. Et toujours sous la protection de cette armée la plus morale du monde et avec les encouragements publics des fascistes au pouvoir en Israël qui vocifèrent et exhortent à l'élimination du peuple de Palestine.

L'impunité israélienne est-elle à l'ordre du jour dans les débats publics ? Pas vraiment…
Dans tous les événements auxquels, nous, les militants de l'AFPS Alsace ont participé cet été comme dans les émissions de nos médias publics, la même question revient toujours : « C*ondamnez-vous ce que le Hamas a fait le 7 octobre ?* ».
Comment répondre, lorsqu'on sait les critiques, les condamnations, les répressions violentes contre les soutiens de la Palestine, depuis deux années bientôt, au prétexte de ce 7 octobre ?
Je laisse à Norman Finkelstein, politologue américain, fils de juifs survivants du ghetto de Varsovie, connu pour ses écrits sur la question israélo-palestinienne, le soin de répondre :
« Condamnez-vous ce que le Hamas a fait le 7 octobre ?
C'est une question difficile, c'est vrai et cela même si instinctivement, intuitivement je ne pouvais condamner ce que le Hamas a fait. Et pourtant, je ne suis pas un djihadiste détraqué, mais parce que je savais pertinemment ce que subissait le peuple de Gaza depuis 15 ans. En 1948, Gaza est devenue « la bande *» de Gaza. Sous contrôle administratif égyptien jusqu'en 1967, elle passa, après la guerre des 6 jours, sous contrôle israélien. Deux expériences, l'une égyptienne, l'autre israélienne, décrites par tous les observateurs externes venus à Gaza comme un camp de concentration, dont la moitié des prisonniers étaient des enfants nés dans ce camp. D'ailleurs, en 2004, le Chef du Conseil de Sécurité Nationale en Israël, l'équivalent de la CIA aux USA (ou de la DGSI en France), a écrit : « Gaza est un immense camp de concentration ».*
Mais ce n'était que le début. En 2006, après le retrait de ses colonies, Israël a imposé un blocus brutal à Gaza. Un blocus où l'entrée du chocolat, du linge pour bébé ou encore des Chips de pommes de terre était interdite… La liste des produits interdits était si longue qu'elle se transforma en une liste de produits autorisés.
Nous étions alors confrontés à un camp de concentration dont la situation était aggravée par un siège brutal, médiéval et criminel de la part de l'Etat d'Israël.
Ensuite, périodiquement, Israël lança sur Gaza ses tueries high-tech : 2008 – 2009, l'opération plomb durci. 2012, l'opération pilier de défense. 2014, l'opération bordure protectrice qui amena le chef du Comité International de la Croix Rouge à déclarer « dans toute ma vie professionnelle je n'ai jamais vu une destruction telle que celle que j'ai vue à Gaza ». L'armée israélienne laissa derrière elle 2,5 millions de tonnes de décombres. Cela semble terrible et

terrifiant. Pourtant, aujourd'hui, Israël laisse derrière elle 50 millions de tonnes de décombres, vingt fois plus qu'en 2014. 92 % des logements et bâtiments ont été détruits.
Le monde avait, tout simplement, oublié Gaza au 6 octobre 2023. Toutes les discussions traitaient des accords d'Abraham et il semblait aux habitants de Gaza que le conflit régional allait être résolu sans eux et contre eux.
60 % des jeunes de Gaza étaient sans emploi. Que pouvaient-ils attendre de leur vie à force de longer les 45 km de long et 8 de large, périmètre de la bande de Gaza ? Ils n'avaient pas de passé, pas de présent et pas d'avenir et au 6 octobre ils étaient destinés à mourir dans le camp de concentration où ils étaient nés.
Ces jeunes hommes ont, le 7 octobre, fait sauter les portes de leur prison.
Au vu de ces faits, nous pouvons affirmer, même si cela parait contradictoire, que des horreurs ont été commises le 7 octobre 2023 et parallèlement refuser de condamner ceux qui ont perpétré ces actes, parce qu'on ne leur a laissé aucun choix, aucune autre option que celle de naître, de languir et de mourir dans un camp de concentration. » – fin de citation.

Le génocide continue de faire rage à Gaza et se propage également en Cisjordanie. La famine a été déclarée à Gaza. Israël étend sa présence militaire à Gaza et se déchaîne à travers la Cisjordanie.
Le 18 septembre 2024, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution qui exige qu'Israël mette fin à sa présence illégale dans les territoires occupés palestiniens et cela dans un délai de 12 mois. Le 18 septembre 2025 marquera la fin du délai d'un an. Cette résolution, soutenue par la France, engage les Etats à ne pas reconnaître cette situation illégale et à ne pas lui apporter aide ou assistance.
Mais, me direz-vous, Israël ne respecte rien et une action significative du Conseil de sécurité de l'ONU est impossible dans un organe dominé par le veto américain. Nous ne pouvons donc pas compter sur l'ONU. Il n'y aurait donc pas de solution ? Devons-nous regarder un peuple mourir par la faute du véto américain ?
NON ! Le monde n'a pas besoin de capituler face à ce veto, nous explique Craig Mokhiber avocat international des droits de l'homme et ancien haut fonctionnaire des Nations Unies.
L'Assemblée générale des Nations Unies, qui se réunira en septembre, est habilitée, en vertu de la résolution *sur l'Union pour la paix*, à agir lorsque le Conseil de sécurité n'est pas en mesure d'agir en raison de son veto. Il y a des précédents historiques, et il n'a jamais été aussi urgent de prendre des mesures aussi extraordinaires. Notre gouvernement a soutenu la résolution de 2024. Il faut le lui rappeler sans cesse et le mettre devant ses responsabilités !
La résolution *de l'Union pour la Paix* permet de mettre en place différentes mesures auxquelles les Etats ne peuvent se soustraire. Des mesures telle que l'adoption de sanctions économiques lourdes et d'un embargo militaire contre Israël ou encore la mise en place d'un tribunal pénal pour traiter les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, l'apartheid et le génocide israéliens, tout en contournant le veto des États-Unis au Conseil de sécurité.

Bien sûr, les États-Unis et le régime israélien utiliseront toutes les carottes et tous les bâtons disponibles pour tenter d'empêcher cette dynamique d'aboutir.
Déjà Trump « *soumet la délivrance des visas d'entrée aux USA de la délégation palestinienne à des conditions inacceptables.*
Il demande aux Palestiniens de renoncer aux campagnes judiciaires menées devant la CPI et la CIJ mais aussi d'abandonner la revendication de la reconnaissance unilatérale d'un Etat palestinien ».

Faut-il pour autant baisser les bras ? Je ne pense pas ! Si la réaction américaine se fait si vive c'est qu'il y a danger pour Israël et son pouvoir fasciste ! Dites-moi si je me trompe !
Mais la société civile mondiale, dont nous sommes, devra être inébranlable dans ses demandes de protection et de justice, en faisant pression sur les États pour les contraindre à voter pour protéger les Palestiniens du génocide, le 18 septembre prochain à New York lors de la réunion du Conseil de Sécurité de l'ONU.
Avec la résolution *de l'Union pour la Paix,* aucun Etat ne pourra se cacher derrière le veto américain.

Face aux atrocités historiques comme celles qui se produisent depuis octobre 2023, qui menacent la survie même d'un peuple et qui pourraient enterrer les droits de l'homme et le droit international, tous les outils disponibles doivent être déployés. Une grande partie des dirigeants de notre monde, dont la France, ne l'a pas fait. C'est à nous de les contraindre. Si pas à pas ils reculent, c'est parce que la pression des opinions publiques pèsent lourd et que notre mouvement, nos manifestations, nos actions, ont un sens et peu importe si nous sommes 50, 100 ou 1 000. Nous sommes là, semaine après semaine, depuis deux ans, depuis toujours nous défendons la Palestine et bien avant le 7 octobre.

Mais tout cela signifie que le génocide, l'apartheid et l'occupation ne prendront fin que grâce à la résistance contre Israël, par la détermination du peuple palestinien, par la solidarité du reste du monde, ainsi que par l'isolement, l'affaiblissement, la défaite et le démantèlement du régime israélien.

Cela signifie qu'il nous faut continuer à nous battre, avec nos armes, pour la liberté et la justice du peuple palestinien, pour la victoire du droit international contre le règne des extrémistes et la loi du plus fort et cela aussi longtemps qu'un souffle d'humanité, de liberté et de dignité nous traversera.

Et que Palestine vive !

Merci !